



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

8 octobre 2015

L'heure de vérité a sonné, ce jour, pour le vote du projet de Loi sur la Commission Electorale Nationale Indépendante. Les pronostics des journaux vont d'ailleurs bon train, en ce sens que l'adoption ou non de ce texte permettra d'évaluer ce qu'il en est réellement de la majorité présidentielle au sein de l'Assemblée nationale.

Processus électoral

VERS L'ADOPTION DE LA LOI SUR LA CENI

Le projet de loi sur la CENI sera soumis pour adoption aux députés aujourd'hui en séance plénière. L'absentéisme sera l'élément déterminant de ce vote, car la moitié des parlementaires devra être présente pour que la procédure puisse avoir lieu, soit 76 députés. Si jamais le texte n'est pas voté avant demain, date qui sonne la fin de la session extraordinaire, il devra attendre la tenue de la session ordinaire, qui s'ouvrira le 20 octobre prochain. Mais les pronostics tendent davantage vers l'adoption du projet de loi régissant la CENI car même les « opposants » potentiels préfèrent faire profil bas, à l'image de Saraha Georget Rabeharisoa - président du parti Vert et membre de l'Alliance d'Ambodivona – qui dit « ne plus vouloir être la source d'une crise institutionnelle ». Seul le parti MMM a affiché son désaccord quant au contenu et la forme avec laquelle le texte a été conçu et sera adopté. Quoi qu'il en soit, le régime en place sera fixé sur l'existence d'une majorité en sa faveur à l'Assemblée nationale ce jour par le biais de ce vote pour adoption du texte régissant la nouvelle Commission électorale. (L'Express de Madagascar, p. 5)

- Avant hier, les députés du parti TIM ont boudé les travaux de commission portant sur le projet de loi sur la CENI. Pour certains observateurs, les parlementaires de Marc Ravalomanana ne voudraient pas se positionner avant une entente formelle établie en haut lieu. Le HVM s'avère pourtant être dans l'attente d'un signal fort et sérieux de la part du parti TIM, pour confirmer que la collaboration entre les deux formations politiques soit effective. (Midi Madagasikara, p. 12)
- L'adoption ou non de ce projet de loi permettra aussi d'évaluer ce qu'il en est de la majorité présidentielle au Parlement. Ce sera ainsi un test pour l'Exécutif afin de constater combien de députés se positionnent réellement en sa faveur. (Takoritsika, p. 3)
- La proposition de loi sur la Commission électorale émanant du parti MMM a été écartée. Par conséquent, du côté du MAPAR, constituant la plateforme ARMADA avec cette formation politique, les députés sont unanimes. Ils n'adopteront aucun texte hormis celui du Malagasy Miara Miainga, soutient la députée de Mahajanga. Par ailleurs, sachant que le budget de la CENI sera inscrit dans la Loi de Finances, des membres de la société civile et des politiciens s'interrogent sur la garantie de son indépendance réelle. (Les Nouvelles, p. 3)

LES ELECTIONS COMMUNALES PARTIELLES POUR LE 13 NOVEMBRE

Le Conseil des ministres d'hier a entériné la date du 13 novembre pour la tenue de nouvelles élections communales, qui sont à refaire dans 19 circonscriptions. Cette date a été proposée par la CENIT. (L'Express de Madagascar, p. 5)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Economie et société

ARRET DES SUBVENTIONS : LA HAUSSE DES PRIX DU CARBURANT EVITÉE

L'Etat arrête définitivement de subventionner le carburant dès ce mois d'octobre. D'ailleurs, les tarifs actuels pratiqués à la pompe reflètent déjà la vérité des prix et ne nécessitent donc plus de révision à la hausse, du moins pour les deux mois à venir. D'après les explications du ministre de l'Energie, Horace Gatien, le pouvoir continuera à administrer les prix jusqu'à la fin de l'année. Au mois de décembre, le comité technique de suivi tiendra une autre réunion pour faire une nouvelle évaluation de la situation. Le gouvernement réussit donc à faire d'une pierre deux coups, en se conformant, d'une part, aux exigences du Fonds Monétaire international concernant l'arrêt des subventions et d'autre part, en épargnant l'application d'une mesure impopulaire. Mais à partir du mois de janvier, l'Etat annonce la libéralisation du mécanisme de fixation des prix et par conséquent, les compagnies pétrolières pourront donc déterminer à leur guise leur prix à la pompe. (L'Express de Madagascar, p. 3)

L'EFFECTIF DU PERSONNEL D'AIR MADAGASCAR A CONTROLER

Gilles Filiatreault, nouveau Directeur général d'Air Madagascar, a rencontré l'ensemble de son personnel hier. Il affirme à cette occasion vouloir procéder à un état des lieux avant de prendre une quelconque décision. Chaque responsable de département est ainsi invité à expliquer le fonctionnement de son service et à en justifier l'effectif. Les décisions seront donc prises sur la base des rapports à transmettre d'ici trois semaines. Le nouveau DG de la compagnie aérienne nationale n'a pas encore parlé de compression de personnel ou de mise en place d'un plan social dans la mesure où une telle démarche coûtera chère à la compagnie en raison de la convention collective qui prévoit le paiement de 6 à 10 mois de salaire pour les employés concernés. Il a également fait part de sa volonté de renforcer les liens avec les fournisseurs de la compagnie, tels Air France et Air Austral. L'éventualité d'une négociation des contrats avec ces partenaires stratégiques n'est pas à écarter. (L'Express de Madagascar, p. 7 ; Madagascar-Laza, p. 2; Madagascar Matin, p. 6)

- D'après Gilles Filiatreault, seulement 30 à 40% des dépenses de la compagnie peuvent être contrôlées. Le reste, à l'exemple des frais d'atterrissage, des frais d'aéroport, les taux de change et les taux d'intérêts, échappe au contrôle car dépend d'autres acteurs. Or, les dépenses les plus importantes se rapportent à la flotte tandis que les pertes sont majoritairement attribuées au réseau international. (Midi Madagasikara, p. 3)
- Le nouveau DG d'Air Madagascar se rendra à Paris, la semaine prochaine, pour tenter de renégocier quelques contrats avec les fournisseurs majeurs. (Madagascar-Laza, p. 5)

TRAVAIL DECENT : DES SYNDICATS INTERPELLENT L'ETAT

La Journée mondiale d'action pour le travail décent a été célébrée hier à Antsirabe. A cette occasion, la Confédération chrétienne des syndicats malgaches ou SEKRIMA interpelle l'Etat vu que le Code de prévoyance sociale n'est pas encore appliqué alors qu'il s'agit d'un outil clé permettant de donner un second souffle aux travailleurs malgaches. Le principal blocage réside dans le fait que l'application de ce texte doit être suivie par la modification du statut de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale en un établissement public spécialisé, si elle est actuellement un établissement public à caractère social et industriel. L'effectivité de ce nouveau statut signifierait que l'Etat s'abstient au contrôle des activités de la

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



CNAPS tandis que le patronat et les employés veillent à l'amélioration des services. (L'Express de Madagascar, p. 9 ; Takoritsika, p. 8)

- Seulement 10% de la population malgache, qui est à majorité paysanne, bénéficient d'une couverture de protection sociale. (Midi Madagasikara, p. 10)

Politique

MAIL, SMS OU LETTRE : LA QUESTION DE « NOTIFICATION » DECONCERTE

La passation de service entre le PDS sortant et la nouvelle mairesse de la Commune Urbaine d'Antananarivo a connu autant de remous par la faute de l'administration. Aucun éclaircissement n'a en effet été apporté sur la procédure légale à suivre par rapport à la question de notification. Le quiproquo a débuté par un message SMS et un courrier électronique envoyés le 2 octobre dernier par la Préfecture de police. Selon les explications de Julien Andriamorasata, administrateur civil, ce mail a une force exécutoire dès lors que son expéditeur est connu. Un avis confirmé par l'adjoint du Préfet de police d'Antananarivo, Fidèle Rafidison. Cependant, le ministre de l'Intérieur a insisté sur l'importance de la lettre de notification, confortant ainsi l'avis du PDS. (Les Nouvelles, p. 3)

LALAO RAVALOMANANA : SON STAFF AU CENTRE DES PRONOSTICS

Quelques heures après la passation, la mairesse d'Antananarivo, Lalao Ravalomanana a procédé à la dissolution du cabinet de la Commune. Elle s'attèle ainsi à la formation de son staff, qui sera certainement essentiellement composé des « hommes de son mari », l'ancien Président Marc Ravalomanana. Avec ses 31 conseillers municipaux sur 55, le poste du président du conseil municipal de la CUA va certainement échoir au parti TIM. Ainsi, les pronostics tendent vers Faustin Andriambahoaka Rabetokotoany en tant que futur président du conseil municipal. Ce colonel à la retraite, impliqué dans la tentative de Coup d'Etat de l'affaire BANI, figure pourtant en 7^{ème} position dans la liste des conseillers présentés par le TIM dans la capitale. Le poste de directeur de cabinet pourrait revenir à Guy Laurent Rasoanaivo, directeur de campagne de Lalao Ravalomanana pour ces communales. Pour sa part, l'ex Chef de région Atsinanana, Julien Randriamorasata serait pressenti Secrétaire général. Ce dernier a d'ailleurs beaucoup aidé Lalao Ravalomanana dans son « bras de fer » avec l'ex PDS avant la passation. Par ailleurs, l'ancien ministre et maire d'Antananarivo Patrick Ramiamanana pourrait devenir 1^{er} adjoint au maire. L'équipe pourrait également comprendre l'Allemand Igor, spécialiste des canalisations et assainissement. (Midi Madagasikara, p. 11)

- Lalatiana Ravololomanana, conseillère municipale élue sous les couleurs des opposants, a assuré qu'elle ne travaillera pas avec la nouvelle mairesse. Néanmoins, elle participera aux débats lors des réunions municipales en tant que conseillère. D'ailleurs, le premier magistrat de la capitale aura probablement ses collaborateurs directs avec lesquels elle entretiendra une collaboration étroite, a-t-elle conclu dans une interview accordée à Madagascar-Laza (p. 3)
- La CUA a besoin d'un budget de 100 milliards d'Ariary par mois pour assurer l'offre de services et infrastructures qui permettront d'améliorer la qualité de vie de ses habitants, selon une étude récente menée par le ministère d'Etat en charge des Projets présidentiels et de l'Aménagement du territoire. Ce département ministériel organisera, à partir du 19 octobre prochain, la seconde

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



édition du Forum national urbain à Antananarivo, placé sous le thème : « Pour les villes malgaches modernes, prospères et durables ». Le partenariat entre la Commune et le gouvernement central demeure incontournable pour pouvoir réunir ces budgets colossaux. (Madagascar-Laza, p. 3)

- Lalao Ravalomanana a dressé un ordre de priorité dans son programme. Elle s'attèle actuellement à la mise en place d'une stratégie en vue de se préparer à la période des pluies. Une réunion avec les responsables des six arrondissements a été effectuée dans cette perspective. Dans les prochains jours, la mairesse prévoit de faire une descente sur terrain pour visiter les lieux où seront implantées les cantines scolaires. (Les Nouvelles, p. 2)

PROJET DE LOI DE FINANCES 2016 : LETTRE DE CADRAGE APPROUVEE

La communication verbale relative à la Lettre de cadrage du projet de Loi de Finances 2016 a été approuvée en Conseil du gouvernement, le 6 octobre dernier. Y ont été présentés, les évolutions et perspectives économiques et financières 2016-2018, la gestion des finances publiques ainsi que le cadrage budgétaire à moyen terme 2016-2018. La Lettre de cadrage est un instrument qui traduit, en termes clairs, les liens entre la Politique Générale de l'Etat, le Plan National de Développement, les objectifs macroéconomiques et les contraintes de l'économie qui se répercutent sur les finances publiques. (Madagascar-Laza, p. 2 ; Les Nouvelles, p. 17)

ILES EPARSEES : TINTIN RAVONISON DESAPPROUVE LE PRESIDENT

Le Président de la République avait annoncé, en marge de son déplacement aux Etats-Unis, que la question des Iles Eparses n'est pas une priorité. Le politicien Tintin Ravonison estime pourtant que le Chef de l'Etat aurait dû profiter de son discours à la Tribune des Nations Unies pour glisser un mot à ce sujet. Par ailleurs, il préconise la tenue d'un Sommet des anciens et actuel Président afin de connaître les raisons pour lesquelles ils n'ont pas accompli leur devoir au sujet de ces îles qui contiennent des réserves entre 6 à 12 milliards de barils de pétrole et 3 à 5 milliards de m³ de gaz. (Madagascar-Laza, p. 2)

Communauté internationale

COOPERATION : JEAN MARC CHATAIGNER DE PASSAGE AU PAYS

Jean Marc Châtaigner, ambassadeur de France à Madagascar jusqu'en 2012, séjourne actuellement dans la Grande île. Cette fois-ci, l'ancien diplomate est de passage en qualité de Directeur général délégué de l'Institut de Recherches pour le Développement. Pour rappel, cet établissement public français participe à des recherches scientifiques et techniques par le biais d'accords signés entre la France et certains pays en voie de développement, comme Madagascar. (L'Express de Madagascar, p. 5 ; Les Nouvelles, p. 2)

COOPERATION FIDA-MADAGASCAR

Madagascar est le 5^{ème} pays portefeuille du Fonds International de Développement Agricole en termes de volume d'investissements, parmi les 22 pays membres pour la sous-région Afrique de l'Est et Australe. Les projets du bailleur dans le pays sont également les plus réussis pour la région. Tels sont les propos du directeur régional Division Afrique de l'Est et Australe du FIDA, qui effectue actuellement sa première visite dans la Grande île. Il a par conséquent rapporté que le Conseil d'administration de l'institution vient d'approuver deux financements supplémentaires d'un montant total de 57 millions de dollars compte tenu de ces performances. Par ailleurs, le vice-président du FIDA sera en visite officielle à Madagascar, le 13

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



nombre prochain, à l'occasion de l'atelier régional de mise en œuvre des projets financés dans la région Afrique de l'Est et Australe. (Midi Madagasikara, p. 2 ; Les Nouvelles, p. 16)

INSECURITE : L'UNION EUROPEENNE PREOCCUPEE PAR LA SITUATION DANS LE SUD SEM Antonio Sanchez Benedito Gaspar, ambassadeur de l'Union européenne à Madagascar, espère obtenir des informations précises sur la situation de l'insécurité grandissante et préoccupante dans le Sud du pays. « La menace du phénomène dahalo est de plus en plus pesante », ajoute-t-il. Le diplomate appelle ainsi à la vigilance concernant le respect des droits fondamentaux. Interrogé à propos de la réforme entamée par le gouvernement malgache dans le domaine de la sécurité, il soutient que l'UE s'est dite prêt à soutenir le secteur, notamment à travers la Facilité de Paix pour l'Afrique. (Madagascar-Laza, p. 2)

IAVOLOHA : LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE REÇOIT DEUX DIPLOMATES

Les nouveaux ambassadeurs des Pays-Bas et d'Angola, respectivement SEM Jacob Rijkert Frederiks Theodoor et SEM Brito Antonio Sozinho se sont rendus, hier, au palais d'Iavoloha pour présenter au Chef de l'Etat, leurs lettres de créances. Le diplomate néerlandais a indiqué que les discussions avec le Président de la République ont porté sur les conditions d'investissements étrangers à Madagascar et la redynamisation de la coopération entre les deux pays. Pour sa part, son homologue angolais a évoqué les perspectives de développement des relations économiques entre les deux pays, notamment dans les secteurs du tourisme et de la pêche. Forte de son expérience dans le domaine du pétrole, l'Angola est également prêt à former les cadres malgaches au sein de son Institut de pétrole. (Les Nouvelles, p. 2 ; Madagascar-Laza, p. 3 ; L'Observateur, p. 5 ; Takoritsika, p. 2)

- Première rencontre et première remarque. **Madagascar Matin** rapporte que l'ambassadeur des Pays-Bas a soulevé lors de son face-à-face avec le Chef de l'Etat, les failles en matière de stabilité, de politique et de transparence judiciaire à Madagascar. (p. 3)

Format de couverture

L'Observateur consacre une page entière à la cérémonie de passation de service à la Commune urbaine de Toamasina, instituant le candidat du MAPAR Elisée Ratsiraka en tant que maire de la ville. Ladite cérémonie a été présidée par le Préfet de police. A cette occasion, le nouveau maire du Grand port a été promu au grade de Commandeur de l'Ordre nationale. Le gouvernement central a été représenté par le ministre des Travaux publics, Roland Ratsiraka tandis que les ténors du parti MAPAR ont honoré de leur présence cet événement, à l'instar de l'ancien ministre Augustin Andriamananoro et de la députée de Mahanoro, Irma Naharimamy. (p. 2)

Style et déontologie

Tia Tanindrazana qualifie le palais de Tsimbazaza de fief des bandits dans la mesure où « les députés n'y pensent qu'à l'argent ». Afin de justifier son opinion, le quotidien cite les différents dossiers délicats qui ont impliqué les élus siégeant actuellement au Parlement mais sans citer des noms. Seules régions dans lesquelles sont issus les élus ainsi que leurs infractions sont fournies, pour ne citer que le viol de mineurs,

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



le trafic de bois de rose, le trafic d'armes, de bovidés mais également de drogues et la délinquance fiscale. Le quotidien conclut que les députés n'ont pas à craindre une quelconque poursuite car ils sont protégés par l'immunité parlementaire. (p. 2)

Madagascar Matin poursuit sa campagne médiatique, lancée depuis le début de cette semaine, pour défendre le dénommé Bekasy, soupçonné de trafic de bois de rose. Cette fois-ci, l'article est intitulé « Affaire Bekasy : le BIANCO n'est pas habilité à traiter une infraction forestière ». (p. 4)

Un peu d'humour



L'Express de Madagascar, p. 6

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :
Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu
Honorine RAMISARIVÉLO: misa.ramisarivelo@eces.eu
Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne